CONSÉQUENCES DE L'ADMISSION À L'AIDE SOCIALE

Les personnes sollicitant le bénéfice d'une prestation d'aide sociale sont informées que :

Conformément à l'article L 132-8 du Code de l'Action sociale et des familles, des recours sont exercés par le Département ou par l'État si le bénéficiaire de l'aide sociale n'a pas de domicile de secours, à l'encontre :

- **du bénéficiaire revenu à meilleure fortune**
- **de la succession du bénéficiaire**

Le recouvrement sur succession des sommes versées au titre de l'aide sociale à domicile (sauf pour l'APA) s'exerce sur la part de l'actif net excédant 46 000 €. Seules les dépenses supérieures à 760 € et pour la part excédant ce montant peuvent donner lieu à récupération. Le recouvrement sur succession des sommes versées au titre de l'aide sociale à l'hébergement s'exerce à partir du 1er euro engagé par la collectivité quel que soit le montant de l'actif net successoral et dans la limite de cet actif.

- **du donataire** lorsque la donation est intervenue postérieurement à la demande d'aide sociale ou dans les dix ans qui ont précédé cette demande
- **du légataire**
- **à titre subsidiaire, du bénéficiaire d'un contrat d'assurance-vie souscrit par le bénéficiaire de l'aide sociale, à concurrence de la fraction des primes versées après l'âge de 70 ans**

Par ailleurs, il est précisé qu'il n'y a pas de recours sur succession en cas d'hébergement pour les personnes handicapées si les héritiers sont les parents, le conjoint, les enfants ou la personne qui a assuré la charge effective et constante de la personne handicapée (sous réserve de justificatifs). Pas de recours sur donation, sur legs et assurance-vie concernant les personnes handicapées.

Conformément à l'article L 132-9 du Code de l'action sociale et des familles, les immeubles appartenant aux bénéficiaires de l'aide sociale sont grevés d'une hypothèque légale en garantie des recours indiqués ci-dessus.

Sans préjudice des paiements en restitution, quiconque aura frauduleusement bénéficié ou tenté de bénéficier des prestations au titre de l'aide sociale, sera puni des peines prévues aux articles 313-1, 313-7 et 313-8 du Code pénal. (article L 135-1 du Code de l'action sociale et des familles)

L'attribution de l'aide sociale à l'hébergement est subordonnée à la mise en œuvre de l'obligation alimentaire définie par les articles 205 à 211 du Code civil. Elle met en jeu également la contribution des époux aux charges du mariage mentionnée à l'article 214 dudit code. Cependant, il n'y a aucune obligation alimentaire lorsqu'il s'agit d'une demande d'hébergement pour personnes handicapées.

Je soussigné(e) déclare avoir pris connaissance des dispositions ci-dessus indiquées et autorise le Président du Conseil départemental à solliciter auprès des administrations compétentes toute évaluation de mon patrimoine notamment cadastral.

Fait à le *Signature*

LISTE DES OBLIGÉS ALIMENTAIRES

Tableau à compléter impérativement si concerné

Noms et Prénoms <small>(indiquez le lien de parenté)</small>	Date et lieu de naissance	Adresse - téléphone - courriel
		Adresse : N° de tél. <input style="width: 100px;" type="text"/> Courriel :@.....
		Adresse : N° de tél. <input style="width: 100px;" type="text"/> Courriel :@.....
		Adresse : N° de tél. <input style="width: 100px;" type="text"/> Courriel :@.....
		Adresse : N° de tél. <input style="width: 100px;" type="text"/> Courriel :@.....
		Adresse : N° de tél. <input style="width: 100px;" type="text"/> Courriel :@.....
		Adresse : N° de tél. <input style="width: 100px;" type="text"/> Courriel :@.....
		Adresse : N° de tél. <input style="width: 100px;" type="text"/> Courriel :@.....
		Adresse : N° de tél. <input style="width: 100px;" type="text"/> Courriel :@.....
		Adresse : N° de tél. <input style="width: 100px;" type="text"/> Courriel :@.....
		Adresse : N° de tél. <input style="width: 100px;" type="text"/> Courriel :@.....
		Adresse : N° de tél. <input style="width: 100px;" type="text"/> Courriel :@.....
		Adresse : N° de tél. <input style="width: 100px;" type="text"/> Courriel :@.....

Joindre une liste annexe si nécessaire.